

MEDEF/UIMM : Parisot n'est pas Zorro !

Les médias du libéralisme avancé mettent en scène jour après jour le “bras de fer” entre Laurence Parisot, l’archange blond du MEDEF qui joue aujourd’hui les ingénues, et Gauthier-Sauvagnac, l’affreux traficoteur de l’UIMM, l’héritière du Comité des Forges de sinistre mémoire (son président d’avant-guerre, François de Wendel, fut un fourrier de la politique munichoise et de la Collaboration). Le bon peuple est ainsi invité à soutenir le clan patronal « éthique » contre le patronat « archaïque » de la métallurgie, sans se demander si ne se joue pas ici un changement des rapports de forces au sein du grand patronat entre capital industriel et capital financier, ou même si l’exploitation patronale du travail n’est pas la source profonde de toutes les immoralités.

Plus étrange, l’attitude des états-majors syndicaux : au lieu d’exiger des preuves et d’attaquer DGS en justice pour diffamation (en s’accusant lui-même de corruption active il accuse tous les syndicats de corruption passive !), c’est le silence radio. Rien n’est dit sur le fond même de l’affaire, les sommes énormes détournées dans des buts occultes (sur le dos des salariés, car tout cet argent provient de la plus-value capitaliste) : caisse anti-grève, financement de partis politiques, « fluidification des relations sociales » et « financement des syndicats » (dixit l’intéressé lui-même !).

Sans surprise, le jaunissant Chérèque félicite Parisot de purger l’organisation patronale. Thibault défend « les » syndicats en général, en répétant qu’« il n’y a pas de preuve » de la corruption. Un syndicaliste de classe comme Frachon ou Séguy, aurait au contraire réclamé la LISTE des syndicats corrompus, sans se déclarer solidaires des VENDUS du syndicalisme jaune qui de tout temps ont émarginé au patronat. **Car qui peut douter sérieusement que de pseudo-syndicalistes jaunes aient « palpé » de manière directe ou indirecte ?** Quand on voit la liste des accords scandaleux, franchement JAUNES, signés ces dernières années par des syndicats d’accompagnement (du PARE à la loi Fillon sur les retraites de 2003 en passant par le contrat précaire initié par Bertrand et signé par la CFDT, FO, la CFTC, CGC) on peut se demander si l’idéologie réformiste et anticommuniste des syndicats signataires est l’unique facteur qui a permis au MEDEF, toutes tendances confondues, d’imposer ses contre-réformes inhumaines sans jamais susciter la riposte « tous ensemble et en même temps » des états-majors syndicaux ! Quant à Maryse Dumas (CGT) son attitude est pour le moins équivoque : elle explique en gros qu’à l’occasion de l’affaire DGS, il faut mettre à plat non seulement la représentativité des syndicats de salariés, mais aussi celle du MEDEF en matière de représentativité patronale.

En bref, le « débat » qu’on propose aux salariés d’arbitrer est le suivant : faut-il continuer à laisser certains secteurs du MEDEF « arroser » qui leur plait, ou bien faut-il exiger la « transparence » du patronat et derrière ce noble mot d’ordre, obtenir la seule « transparence » qui importe à Parisot et à l’UMP : celle des comptes syndicaux ? Il est dangereux et scandaleux que les syndicats acceptent de discuter AVEC LE PATRONAT et le GOUVERNEMENT DES PATRONS de la représentativité syndicale. On sait qu’entre autres, *le patronat et le pouvoir UMP réclament les comptes et les adhérents des syndicats sous prétexte de pouvoir les subventionner*. Prenons garde que derrière le bras de fer bidon mis en scène par les médias ne se profile l’assassinat de l’indépendance syndicale, le glissement de plus en plus rapide vers un totalitarisme patronal avec la livraison clés en mains au fisc, à la police, donc au gouvernement patronal qui est derrière, du *fichier d’adhérents des syndicats de lutte*. Avec un pouvoir fascisant comme celui de Sarkozy, s’engager dans cette voie, c’est littéralement jouer avec les libertés publiques et avec l’emploi des salariés syndiqués.

Les salariés n’ont donc pas à « choisir » entre la bonne patronne Parisot et le méchant DGS. En « arbitrant » ces débats, les leaders syndicaux ne font que s’enfoncer davantage dans la trahison du combat de classe en un moment où TOUS les acquis sociaux sont menacés.

Le rôle du syndicalisme de classe est au contraire de rappeler que le MEDEF, englué dans un scandale de grande ampleur, ressemble à une association de malfaiteurs dont les dirigeants ont été couverts entre autres par Sarkozy qui lorsqu’il était ministre des finances en 2004 a été mis au courant de l’affaire et s’est empressé de... ne rien faire. Et que tous sont illégitimes à imposer la régression sociale et démocratique aux travailleurs français. Il est de rappeler cette vérité première que le système capitaliste étant basé sur le racket généralisé imposé au monde du travail, on se demande bien comment il pourrait générer autre chose que de la corruption et de sordides affaires. Et que si les capitalistes ont besoin des travailleurs salariés pour faire leur profit, les salariés pourraient fort bien se passer des capitalistes pour faire tourner les entreprises au service de toute la société.